

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/377
19 octobre 1999

(99-4502)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Propositions concernant les questions en rapport avec la mise en œuvre
(paragraphe 9 a) i) de la Déclaration ministérielle de Genève)

Communication de Cuba, du Honduras et de la République dominicaine

La Mission permanente de la République dominicaine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 octobre 1999.

PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE CONCERNANT LES PRÉFÉRENCES

Les Ministres,

Conscients de la nécessité de faciliter l'intégration progressive et équilibrée des pays en développement dans le système commercial multilatéral;

Reconnaissant que les petits pays en développement structurellement faibles et vulnérables continuent à dépendre d'un nombre limité de produits de base;

Conviennent de ce qui suit:

1. En vertu de la présente Décision, une dérogation sera accordée à tous les pays donneurs de préférences du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2010.
2. En aucune circonstance, les Membres de l'OMC ne pourront contester cette dérogation pendant toute sa durée d'application.
3. Les pays donneurs de préférences ne soumettront pas l'accès préférentiel aux marchés à des conditions, qu'elles soient ou non liées au commerce, afin de se conformer pleinement aux dispositions de la Clause d'habilitation.
4. Les pays donneurs de préférences n'engageront aucune forme d'action unilatérale contre les pays bénéficiaires de préférences, y compris par le biais d'"avertissements", de "listes de pays à surveiller", de "listes de pays à surveiller en priorité" ou de toute autre forme de caractérisation discriminatoire, et
5. Le Conseil général veillera au respect de cette décision en examinant les notifications présentées par les pays donneurs de préférences tous les trois mois.